

**ACCORD DE CONSORTIUM
ANR 2015 ReVeRIES**

ENTRE**L'Université du Mans**

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
Avenue Olivier Messiaen - 72085 LE MANS Cedex 9
Identifiant SIREN : 197 209 166
représentée par son Président, Monsieur Rachid EL GUERJOUMA
ci-après désignée par l'« **UM** »

agissant en son nom dans le cadre du Laboratoire d'Informatique de l'Université du Maine (LIUM) EA 4023, situé à l'Institut d'Informatique Claude Chappe, Université du Mans, Avenue Laennec 72085 LE MANS CEDEX 9, ci-après dénommé « le Laboratoire »,

ET**Le Centre National de la Recherche Scientifique,**

Etablissement public à caractère scientifique et technologique, dont le siège est 3-5 rue Michel Ange 75794 Paris Cedex 16,
Représenté par son Président Monsieur Alain FUCHS, lequel a délégué sa signature pour le présent contrat à Monsieur Frédéric FAURE, Délégué Régional Rhône Auvergne, 2 avenue Albert Einstein BP 61335, 69609 Villeurbanne Cedex
Ci-après désigné par « **CNRS** »

ET**L'Université Claude Bernard Lyon 1**

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
Dont le siège est au 43 boulevard du 11 novembre 1918, 69100 Villeurbanne
Représentée par son Président, Monsieur Frédéric Fleury
Ci-après désignée par « **UCBL** »

ET**L'Institut National des Sciences Appliquées de Lyon**

Etablissement Public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est au 20 avenue Albert Einstein, 69621 Villeurbanne Cedex
Représentée par son Directeur, Monsieur Eric MAURINCOMME
Ci-après désignée par « **INSA de Lyon** »

ET**L'Ecole Centrale de Lyon**

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel dont le siège est au 36 avenue Guy de Collongue, 69134 Ecully Cedex,
Représentée par son Directeur, Monsieur Franck DEBOUCK
Ci-après désignée par « **ECL** »

ET

L'ECOLE NATIONALE DES TRAVAUX PUBLICS DE L'ETAT

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est situé rue Maurice Audin, 69518 VAULX EN VELIN, représentée par son Directeur, Monsieur Jean-Baptiste LESORT,
ci-après désignée par « **I'ENTPE** »

ET**L'Université Jean Moulin - LYON III,**

Etablissement public à caractère littéraire, scientifique, culturel et professionnel dont le siège est situé 1 rue de l'Université, BP 0638, 69239 LYON CEDEX 02, représentée par son Président, Monsieur Jacques COMBY,
ci-après désignée par « **Lyon 3** »

ET**L'Université Lumière-Lyon II**

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel n° SIREN 196 917 751, code APE 8542Z, dont le siège est situé 86 rue Pasteur, 69365 LYON CEDEX 07, représentée par sa Présidente, Madame Nathalie DOMPNIER
ci-après désignée par « **ULL2** »

ET**L'INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE**

Etablissement public à caractère scientifique et technologique
Ayant son siège 147, Rue de l'Université - 75338 PARIS CEDEX 07
Représenté par son Président, Monsieur Philippe MAUGUIN,
Et par délégation Monsieur Henri SEEGER, président du centre INRA Angers-Nantes

Agissant tant en son nom, qu'au nom et pour le compte d'Agrocampus Ouest et l'Université d'Angers dans le cadre de l'UMR « Institut de Recherche en Horticulture et Semences » IRHS dirigée par Jean-Pierre RENO

Ci-après désigné par « **INRA** »

ET**L'Université Jean Monnet Saint Etienne**

Etablissement Public à Caractère Scientifique Culturel et Professionnel, n° SIREN 194 210 951 00423 code APE 8542Z, sise au 10, rue Tréfilerie – CS 82301, 42023 Saint-Etienne Cedex 2, représentée par sa Présidente, Madame Michèle COTTIER, ci-après désignée par « **UJM** »

ET**L'Université Savoie Mont Blanc,**

établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est 27 rue Marcoz, 73011 CHAMBERY cedex, SIRET : 197 308 588 000 15, code APE / NAF : 8542 Z, représenté par son Président, Monsieur Denis VARASCHIN,
Ci-après désigné par « **USMB** »

L'ULL2, le CNRS, l'UCBL, l'INSA de Lyon, Lyon 3 et l'ECL agissant en leur nom et dans le cadre des activités du Laboratoire d'InfoRmatique en Image et Systèmes d'information (UMR 5205) ci-après désigné par le LIRIS, dirigé par Mohand Said Hacid,

Le CNRS, l'UCBL, l'Insa de Lyon, Lyon 3 et l'ECL ayant donné mandat à ULL2 pour la signature de la présente convention pour le compte du LIRIS

L'ENS Lyon, l'ULL2, Lyon 3, l'ENTPE, l'UJM, le CNRS et l'INSA de Lyon agissant en leur nom et dans le cadre des activités du Laboratoire Environnement Ville Société UMR5600 EVS, ci-après désigné par EVS

L'ENS Lyon, l'ULL2, Lyon 3, l'ENTPE, le CNRS et l'INSA de Lyon ayant donné mandat à l'UJM pour la signature de la présente convention pour le compte d'EVS

L'USMB agissant en leur nom et dans le cadre des activités du Laboratoire d'Informatique, Systèmes, Traitement de l'Information et de la Connaissance (LISTIC) (EA3703) situé 5, chemin de bellevue 74944 Annecy-Le-Vieux, dirigé par Monsieur Patrick Lambert.

Ci-après désignés individuellement par « Partie » et collectivement par « les Parties ».

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE

Compte tenu de leur complémentarité, les Parties ont élaboré conjointement le projet intitulé « Reconnaissance de Végétaux Récréative, Interactive et Educative sur Smartphone » dont l'acronyme est « ReVerIES », défini en Annexe 1 et ci-après désigné le Projet.

Le Projet, dont le coordinateur est l'Université du Mans à travers le LIUM, a été retenu pour financement par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) dans le cadre de l'appel à projets générique 2015. Dans ce cadre, chacune des Parties est titulaire d'une convention ou d'une décision d'aide signée avec l'ANR.

Les Parties entendent préciser par le présent Accord les modalités relatives à l'exécution du Projet et convenir de leurs droits et obligations respectifs en résultant.

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1 – Définitions

« **Accord** » signifie le présent document incluant ses annexes que les Parties concluent entre elles pour la réalisation du Projet.

« **Brevet** » désigne toute demande de brevet et brevet en découlant, portant sur des Résultats.

« **Code Exécutable** » désigne tout Logiciel exprimé en langage machine et exécutable à partir d'un ordinateur.

« **Code Source** » désigne tout Logiciel exprimé dans un langage de programmation compréhensible par un être humain, y compris l'ensemble des informations incluses dans le code source.

« **Connaissances Antérieures** » désigne toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques, notamment le Savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, le matériel biologique, les données, les bases de données, les Logiciels, les dossiers, plans, schémas, dessins,

formules, et/ou tout autre type d'informations, sous quelque forme qu'elles soient, protégeables ou non et/ou protégées ou non par un Droit de Propriété Intellectuelle ainsi que tous les Droits de Propriété Intellectuelle en découlant, appartenant à une Partie ou détenue par elle avant la date d'effet de l'Accord ou développées indépendamment de la réalisation du Projet et sur lesquels elle détient des droits d'utilisation, qui lui est nécessaire pour la réalisation de sa Part de Projet. Ces Connaissances Antérieures à la date de signature du présent Accord sont listées en annexe 2. Chaque Partie pourra demander à faire évoluer ses Connaissances Antérieures dans l'Annexe 2 par voie d'avenant signé des Parties.

Date d'Effet : La Date d'Effet de l'Accord est fixée au 1er octobre 2015, sous réserve de la signature de l'Accord par les Parties.

« **Droit de Propriété Intellectuelle** » désigne tous droits d'auteur, droits de propriété industrielle : brevet, marque, certificat d'utilité, dessin ou modèle, certificat d'obtention végétale, droits sur les Logiciels, puces et semi-conducteurs, droits des producteurs de bases de données, et tous autres droits de propriété intellectuelle, y compris les droits attachés aux demandes de tous titres de propriété intellectuelle.

« **Information Confidentielle** » désigne toute information et/ou toutes les données sous quelque forme et de quelque nature qu'elles soient (y compris les informations relatives au Savoir-faire) de nature technique, financière, commerciale ou autre, divulguée par une Partie dans le cadre du présent Accord oralement ou par écrit, quel que soit le support utilisé, (y compris sur support électronique, disquettes, CD-ROM ou autre) pendant la période de validité du présent Accord, pour lesquelles la PARTIE qui communique ces informations a indiqué de manière non équivoque leur caractère confidentiel, ou dans le cas d'une communication orale, visuelle ou sur un support non marquable, a fait connaître oralement leur caractère confidentiel au moment de la communication et a confirmé par écrit ce caractère dans un délai de trente (30) jours calendaires.

Sauf les exceptions de l'article 9.4 infra, les Connaissances Antérieures des Parties sont considérées comme une Information Confidentielle.

Licence Libre : désigne toute licence conforme aux critères définis par la Free Software Foundation (<http://www.fsf.org>).

Licence Open source : désigne toute licence conforme aux principes définis par l'Open Source Initiative (<http://www.opensource.org>).

« **Logiciel** » désigne un ensemble de programmes, procédés et règles d'instructions adressées à une machine en vue du traitement de données y compris le matériel de conception préparatoire et éventuellement la documentation associée.

« **Part de Projet** » désigne la part des travaux mise à la charge d'une Partie dans la cadre de la réalisation du Projet, telle que définie à l'Annexe 1 à l'Accord.

« **Résultat** » désigne tout résultat, de quelque nature et sous quelque forme que ce soit, issu du Projet, et notamment toute connaissance, expérience, invention, Savoir-faire, méthode, conception d'outils, procédé, composant spécifique, plan, dessin, maquette, prototype, Logiciel, qu'il soit ou non protégé ou protégeable par un Droit de Propriété Intellectuelle, et tous les Droits de Propriété Intellectuelle y afférents.

« **Résultat Propre** » désigne tout Résultat développé par une seule Partie au titre du Projet.

« **Résultat Commun** » tous Résultats développés au titre du projet conjointement par des personnels d'au moins deux Parties et dont les caractéristiques sont telles qu'il n'est pas possible de séparer la contribution intellectuelle de chacune desdites Parties pour la demande ou l'obtention d'un droit de propriété intellectuelle.

« **Savoir-faire** » désigne l'ensemble des informations pratiques non brevetées résultant de l'expérience et testées, qui est :

- i) secret, c'est-à-dire qu'il n'est pas généralement connu ou facilement accessible ;
- ii) substantiel, c'est-à-dire important et utile pour la réalisation du Projet et/ou toute exploitation industrielle et/ou commerciale ;
- iii) identifié, c'est-à-dire décrit d'une façon suffisamment complète pour permettre de vérifier qu'il remplit les conditions de secret et de substantialité.

Article 2 – Objet

Le présent Accord a pour objet :

- de définir les modalités d'exécution du Projet ;
- de fixer les règles de dévolution de propriété intellectuelle des Résultats ;
- de fixer les modalités et conditions d'utilisation et d'exploitation des Résultats ;
- de fixer les modalités et conditions générales d'accès aux Connaissances Antérieures.

Article 3 – Durée – Entrée en vigueur

Le présent Accord prend effet rétroactivement au 1^{er} octobre 2015, date de début du Projet pour une durée fixée à soixante mois, soit jusqu'au 30 Septembre 2020. Toute prolongation donnera lieu à l'établissement d'un avenant signé des Parties.

Toutefois, les dispositions des articles 8, 9, 10, 11, 12, 13, et 19 survivront à la fin du présent Accord, quelle qu'en soit la cause, pour leur durée propre.

Article 4 – Nature juridique

Les relations des Parties dans le cadre du présent Accord sont celles de cocontractants indépendants, chaque Partie agissant en son nom et pour son compte, à ses frais et risques exclusifs.

Les Parties déclarent expressément que le présent Accord ne peut en aucun cas être interprété ou considéré comme constituant un acte de société. Tout *affectio societatis* est formellement exclu.

Par conséquent, la contribution et les moyens mis en œuvre par chacune des Parties pour l'exécution du présent Accord ne constituent en aucun cas des apports au sens de l'article 1832 du Code Civil.

De même, aucune stipulation du présent Accord ne pourra être interprétée comme donnant pouvoir ou mandat général à l'une des Parties d'engager ou autrement lier une autre Partie, ou encore assumer une quelconque responsabilité, expresse ou tacite, pour le compte d'une autre Partie, à quelque fin que ce soit, sans l'accord exprès de celle-ci. Aucune stipulation de l'Accord ne pourra être interprétée comme impliquant une quelconque solidarité entre les Parties.

Article 5 – Organisation

5.1 Coordinateur

D'un commun accord entre les Parties, l'Université du Mans pilote et coordonne le Projet (ci-après dénommé « le Coordinateur ») et nomme Monsieur Sébastien Georges pour effectuer cette mission.

5.1.1 Rôle du Coordinateur

Le rôle du Coordinateur est de coordonner l'action des Parties dans le cadre du Projet et de prendre toutes dispositions utiles pour coordonner l'exécution du Projet.

A ce titre, le Coordinateur est chargé :

- de la coordination générale de l'exécution du Projet,
 - de l'établissement, la diffusion et la mise à jour du calendrier général et du contrôle de son exécution,
 - de rassembler et transmettre aux organismes financeurs concernés les rapports sur l'état d'avancement du Projet ainsi que le rapport de fin de Projet,
 - de la transmission dans les meilleurs délais aux autres Parties des communications d'intérêt commun qu'il recevra en qualité de Coordinateur,
 - en cas de difficultés et/ou de divergences entre les Parties, de collecter les propositions de solutions émanant de chaque Partie, d'en assurer la diffusion entre les Parties, d'en élaborer éventuellement la synthèse et de veiller à la mise en œuvre de la solution retenue par le Comité.
- Le cas échéant, le Coordinateur en informera l'ANR.

Le Coordinateur s'engage à remplir de manière diligente les tâches qui lui sont attribuées en qualité de Coordinateur.

5.1.2 Obligations des Parties à l'égard du Coordinateur

Dans les délais impartis, chaque Partie a les obligations suivantes :

- fournir, en temps utiles, toutes informations nécessaires au Coordinateur, y compris à lui fournir la position de sa société ou organisme ou établissement sur toute décision commune à prendre ou à faire valoir dans le cadre du Projet,
- fournir au Coordinateur les éléments de réponse relatifs aux demandes éventuelles de l'organisme financeur,
- porter à la connaissance du Coordinateur l'état d'avancement de la Part de Projet qu'elle exécute, selon une périodicité à définir d'un commun accord au sein du Comité de Pilotage,
- prévenir sans délai le Coordinateur de toute difficulté susceptible de compromettre l'exécution normale du Projet,
- transmettre au Coordinateur, à sa demande, les éléments nécessaires à l'établissement des rapports techniques périodiques et du rapport de fin de recherche destinés à l'organisme financeur.

5.2 Comité de Pilotage

5.2.1 Composition

Le Comité de Pilotage sera composé d'un représentant de chacune des Parties impliquées dans le Projet. Lorsque des Parties agissent en tant que tutelles d'une structure commune de recherche (de type « UMR »), elles désigneront pour ladite structure un seul représentant au Comité de Pilotage

qui aura autorité pour prendre toute décision au nom de l'ensemble des tutelles de ladite structure dans le respect des dispositions du présent Accord. Il est entendu que toute modification des engagements des Parties dans le présent Accord, est soumise à une décision unanime du Comité de Pilotage et à l'accord de l'ensemble des Parties.

Le Comité de Pilotage sera présidé par le Coordinateur.

Tout changement de représentant intervenant pendant la durée du présent Accord sera porté, par écrit, à la connaissance des autres Parties. Ce changement sera réputé accepté par les Parties dans les quinze (15) jours suivant envoi et ne pourra être contesté que sur la base d'un motif légitime.

En tant que de besoin, ces représentants pourront se faire assister de tout spécialiste de leur choix, moyennant l'information préalable des autres Parties et sous réserve que ce spécialiste, s'il n'appartient pas au personnel des Parties, signe un accord de confidentialité ad hoc dont les termes seront identiques à ceux prévus à l'Accord. Les spécialistes susvisés n'interviendront qu'à titre consultatif durant les réunions du Comité de Pilotage.

5.2.2 Organisation – fonctionnement

Le Comité de Pilotage

- se réunira deux fois par an à l'initiative de son président sur un ordre du jour établi par lui en concertation avec les autres Parties ;
- pourra être réuni à titre exceptionnel, en cas de nécessité, à la demande d'une des Parties ;
- ne pourra valablement délibérer que si toutes les Parties sont présentes, représentées (chaque membre du Comité de Pilotage pouvant désigner une autre personne pour le représenter) ou participent aux réunions grâce à un moyen de communication à distance ;
- prendra ses décisions à l'unanimité, chaque membre disposant d'une voix. Chaque fois que l'unanimité ne sera pas atteinte, le Comité de Pilotage réexaminera le(s) point(s) de désaccord(s) dans un délai d'un mois. En cas de désaccord persistant au sein du Comité de Pilotage, la question sera soumise aux représentants des Parties signataires de l'Accord. Par dérogation à ce principe, dans l'hypothèse visée aux articles 15.1 et 15.2, la Partie se retirant ou défaillante ne prend pas part au vote.

Chaque réunion du Comité de Pilotage fera l'objet d'un compte rendu rédigé par le président du Comité de Pilotage. A défaut d'observations dans un délai de quinze (15) jours suivant la transmission du compte-rendu, celui-ci sera réputé approuvé par les Parties.

5.2.3 Rôle du Comité de Pilotage

Le Comité de Pilotage sera chargé :

- de suivre l'état d'avancement des travaux, de veiller à la bonne exécution du Projet et au respect du calendrier d'exécution ;
- d'examiner toutes les questions à caractère général, scientifique et/ou technique concernant le Projet, ainsi que toute autre question dont les Parties le saisiront ;
- de proposer des modifications qui interviendraient dans la répartition des tâches ;
- de proposer aux Parties des solutions pour résoudre les désaccords à l'amiable et de proposer aux Parties des arbitrages éventuels.

Article 6 – Répartition des tâches

La répartition des tâches entre les Parties et le calendrier de leurs réalisations sont définis dans l'Annexe 1 « Description du Projet ». Chaque Partie est entièrement responsable de sa Part de Projet (contributions, animation de lot ou « work package » ou de tâche).

Chaque Partie s'engage à désigner son ou ses représentants pour chaque tâche ou lot ou « work package » dont elle est responsable. Chaque Partie s'engage à réaliser sa Part du Projet avec tout le soin et la diligence nécessaires, à animer et coordonner les « work packages » dont elle est responsable et à participer aux réunions du Comité de Pilotage ainsi qu'aux réunions de « work packages » ou lot qui la concernent.

Article 7 – Financement

Chaque Partie recevra directement la subvention correspondant à sa Part du Projet, conformément aux conditions de sa convention signée avec l'organisme financeur ou de sa décision d'aide reçue.

Les Parties supporteront individuellement le complément de financement nécessaire à l'exécution de leur Part du Projet.

L'Accord n'implique aucun flux financier entre les Parties.

Article 8 – Responsabilité

8.1 Dispositions générales

Chaque Partie sera responsable de sa Part du Projet qu'elle s'engage à exécuter de façon satisfaisante et selon les délais prévus, conformément à l'obligation de moyen mise à sa charge.

Chaque Partie s'engage à respecter les termes de sa convention ou décision d'aide avec l'organisme financeur, visée en préambule.

Chaque Partie s'engage à porter immédiatement à la connaissance du Coordinateur toutes informations relatives à des faits ou événements susceptibles d'avoir une influence sur l'exécution du Projet tels que, sans que ces exemples soient limitatifs, toutes difficultés techniques rencontrées ou retard prévisible. Lesdits faits ou événements devront être communiqués au Coordinateur conformément à l'article 5.1.2.

8.2 Responsabilité des Parties entre elles

Sous réserve des dispositions de l'article 14, chaque Partie sera personnellement responsable vis-à-vis des autres Parties de ses défaillances, fautes ou négligences affectant la réalisation du Projet ainsi que celles de ses salariés, employés, préposés ou agents et indemniser les autres Parties des préjudices directs qui pourraient résulter de telles défaillances, fautes et/ou négligences.

Sauf cas de dommages corporels, les Parties conviennent que pour tous les cas de responsabilité d'une Partie à l'égard d'une autre Partie au titre du présent article et quels que soient la nature, le fondement et les modalités de l'action ou des actions envisagée par les autres Parties contre la Partie défaillante, la responsabilité totale et cumulative de la Partie défaillante au titre de l'Accord ne saurait excéder le montant total de l'aide perçue par cette Partie de l'organisme financeur dans le

cadre du Projet conformément aux dispositions financières de la convention signée avec l'organisme financeur par cette Partie.

Chacune des Parties convient expressément que tout préjudice constituant un dommage indirect et/ou immatériel, tel que la perte de revenus et bénéfices, perte d'exploitation, manque à gagner, trouble commercial quelconque ou trouble social, perte d'image n'ouvrent pas droit à réparation.

8.3 Dommages aux tiers

Chaque Partie sera responsable dans les conditions du droit commun vis-à-vis des tiers de ses propres actes et/ou omissions ainsi que de ceux de ses salariés, agents, préposés et supportera seule toutes les conséquences dommageables qui pourraient en résulter. Si une des Parties reçoit une telle demande, elle en informera par écrit et sans délai les autres Parties.

Les Parties ne pourront en aucun cas être tenues conjointement ou solidairement responsables du préjudice causé à un tiers par une autre Partie.

8.4 Personnel

Dans le cadre du Projet, des personnels des Parties peuvent être amenés à travailler dans les locaux d'une autre Partie. Ce personnel doit se conformer au règlement intérieur de la Partie dans lequel il travaille. Toutes instructions utiles lui sont données à ce sujet au moment de son affectation. Toutefois, ledit personnel demeurera sous l'autorité hiérarchique de son employeur.

Chaque Partie continue toutefois d'assumer, à l'égard du personnel qu'elle rémunère, toutes les obligations sociales et fiscales de l'employeur et d'exercer envers lui toutes les prérogatives administratives de gestion (notation, avancement, discipline, etc.). Toutes les indications utiles et notamment les éléments d'appréciation indispensables sont fournis par la Partie qui utilise effectivement les services du personnel.

Chaque Partie assure la couverture de son personnel en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles sans préjudice d'éventuels recours contre les tiers responsables. Le cas échéant, une convention d'accueil pourra être établie entre les Parties concernées.

8.5 Assurances

Chacune des Parties devra en tant que de besoin s'engager à souscrire et à maintenir pendant toute la durée des présentes, une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile professionnelle pour toutes les activités et obligations découlant du présent Accord et à en justifier aux autres Parties à première demande de chacune d'entre elles. Par exception, certains établissements publics (dont l'INRA) sont leur propre assureur.

Chacune des Parties s'engage également à signaler aux autres Parties toute modification, suspension ou résiliation des dites polices dans les plus brefs délais.

8.6 Exclusion de la responsabilité du fait des Connaissances Antérieures ou Résultats du Projet

Les Connaissances Antérieures, Résultats ou les autres informations communiquées par une des Parties aux autres Parties dans le cadre de l'exécution de l'Accord sont communiquées en l'état, sans aucune garantie de quelque nature qu'elle soit.

Sont notamment expressément exclues toutes garanties relatives à l'exploitation commerciale des Connaissances Antérieures et Résultats, ou à leur compatibilité ou conformité à un usage spécifique, à une absence d'erreur ou de défauts ou à une dépendance par rapport à des droits de tiers.

Ces Connaissances Antérieures, Résultats et informations sont utilisées par les Parties dans le cadre de l'Accord à leurs seuls frais, risques et périls respectifs, et en conséquence, aucune des Parties n'aura de recours contre les autres, à quelque titre que ce soit et pour quelque motif que ce soit, en raison de l'usage, de ces Connaissances Antérieures, Résultats et informations.

Article 9 – Confidentialité

9.1 Chacune des Parties, pour autant qu'elle soit autorisée à le faire, transmettra aux autres Parties les seules Informations Confidentielles jugées nécessaires, par la Partie auteur de la divulgation, à la poursuite des objectifs décrits dans le Projet.

Aucune stipulation de l'Accord ne peut être interprétée comme obligeant l'une des Parties à divulguer des Informations Confidentielles à une autre Partie, en dehors de celles qui sont nécessaires à l'exécution du Projet.

9.2 La Partie qui reçoit une Information Confidentielle (ci-après désignée la « Partie Récipiendaire ») d'une autre Partie (ci-après désignée la « Partie Emettrice ») s'engage, pendant la durée de l'Accord et pendant les trois (3) ans qui suivent la fin de l'Accord, quelle qu'en soit la cause, à ce que lesdites Informations Confidentielles:

a) soient protégées et gardées strictement confidentielles et soient traitées avec le même degré de précaution et de protection qu'elle accorde à ses propres informations confidentielles de même importance,

b) ne soient communiquées qu'aux seuls membres de son personnel ou à ses sous-traitants ayant à en connaître pour l'exécution du Projet et sous réserve qu'ils soient tenus d'obligations de confidentialité identiques à celles résultant des présentes. En tout état de cause la Partie Récipiendaire reste responsable vis-à-vis de la Partie émettrice du respect par toute personne à qui elle transmet des Informations Confidentielles et notamment par ses sous-traitants de toutes les obligations prévus au présent article 9.2.

c) ne soient utilisées par lesdites personnes visées au b) ci-dessus que dans le but défini par l'Accord,

d) ne soient copiées, reproduites ou dupliquées totalement ou partiellement qu'aux fins de réalisation du Projet

e) Ne soit pas décompilées (« reverse engineering ») totalement ou partiellement lorsque de telles décompilations n'ont pas été autorisées par la loi ou par la Partie Emettrice et ce par écrit.

9.3 Toutes les Informations Confidentielles et leurs reproductions, transmises par une Partie à une autre Partie, resteront la propriété de la Partie Emettrice sous réserve des droits des tiers et devront sur demande ou dans les quinze jours ouvrables suivant expiration de l'Accord être restituées à cette dernière ou détruites sur sa demande. Dans le dernier cas, un certificat de destruction devra être fourni.

9.4 La Partie Récipiendaire n'aura aucune obligation et ne sera soumise à aucune restriction eu égard à toutes les Informations Confidentielles dont elle peut apporter la preuve :

a) qu'elles étaient publiques préalablement à leur divulgation ou après celle-ci mais dans ce cas en l'absence de toute participation ou faute de la Partie Récipiendaire,

b) qu'elle en était licitement en possession avant de les avoir reçues de la Partie Emettrice,

c) qu'elles ont été reçues d'un tiers autorisé à les communiquer de manière licite,

d) que leur utilisation ou communication a été autorisée par écrit par la Partie Emettrice,

e) qu'elles ont été développées de manière indépendante et de bonne foi par des personnels de la Partie Récipiendaire sans qu'ils aient eu accès à ces Informations Confidentielles.

Dans le cas où la communication d'Informations Confidentielles est imposée par l'application d'une disposition légale ou réglementaire ou dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative ou arbitrale, cette communication doit être limitée au strict nécessaire. Dans la mesure où elle est autorisée à le faire, la Partie Récipiendaire s'engage à informer immédiatement et préalablement à toute communication la Partie Emettrice afin de permettre à cette dernière de prendre les mesures appropriées à l'effet de préserver leur caractère confidentiel.

9.5 Sans préjudice des articles 10 et 11, il est expressément convenu entre les Parties que la communication par les Parties entre elles d'Informations Confidentielles, au titre de l'Accord, ne peut en aucun cas être interprétée comme conférant de manière expresse ou implicite à la Partie Récipiendaire un droit quelconque, notamment de propriété intellectuelle (sous forme d'une licence ou par tout autre moyen) sur les Informations Confidentielles.

Article 10 – Propriété intellectuelle

10.1 Connaissances Antérieures

Les Connaissances Antérieures détenues par les Parties restent leurs propriétés respectives.

Aucun droit autre que ceux expressément prévus à l'Accord n'est concédé à une Partie sur les Connaissances Antérieures qui lui sont communiquées par une autre Partie. En particulier, la communication d'informations par une Partie aux autres Parties n'entraîne aucun transfert de propriété, ni aucune licence implicite autre que celle prévue à l'Accord sur lesdites Connaissances Antérieures.

10.2 Résultats Propres

Chacune des Parties est propriétaire de ses Résultats Propres et les éventuels brevets ou les autres titres de propriété intellectuelle en découlant seront déposés à son nom et à ses frais. Les dépôts des demandes de brevet mentionneront le ou les noms des inventeurs concernés.

10.3 Résultats Communs

10.3.1 Principe de copropriété

Les Résultats Communs appartiennent conjointement aux Parties ayant contribué à ces Résultats Communs, selon un taux tenant compte des contributions intellectuelles, scientifiques, techniques et financières de chaque Partie.

Dans le cas où des Résultats Communs seraient générés en partie par le personnel d'une structure commune de recherche (de type « UMR »), les tutelles de ladite structure seront considérées comme une seule partie copropriétaire. Il est entendu que lesdites tutelles feront leur affaire de la répartition entre elles de la quote-part de copropriété qui leur est attribuée, conformément aux accords passés entre elles.

En cas d'obtention de Résultats Communs protégeables au titre de la propriété industrielle, les Parties établiront un règlement de copropriété dès que possible, et en tout état de cause avant toute exploitation à des fins industrielles et/ou commerciales.

10.3.2 Résultats Communs protégeables par les droits d'auteur

Dans l'hypothèse où les Résultats Communs sont protégeables par les droits d'auteur, à l'exception des Logiciels évoqués ci-dessous, les Parties employeurs des créateurs personnes physiques de ces Résultats Communs (ci-après désignés Auteurs), se concerteront afin d'envisager, le cas échéant, une cession en leur faveur des droits patrimoniaux des Auteurs sur ces Résultats Communs ainsi que les modalités de protection et d'exploitation de ces Résultats Communs dans le respect des droits des Auteurs.

S'agissant des Résultats Communs qui constituent des Logiciels et conformément à l'article L113-9 du Code de la Propriété intellectuelle, les Parties employeurs des Auteurs et les cotutelles des laboratoires impliqués selon les accords existants entre lesdites cotutelles, seront réputées co-titulaires des droits patrimoniaux d'auteur sur ces Résultats Communs à proportion des contributions intellectuelles. Tout Résultat commun qui constitue un Logiciel fera l'objet d'une convention d'indivision, qui sera établie entre les Parties co-indivisaires dès que nécessaire et en tout état de cause avant toute exploitation industrielle et/ou commerciale.

Les Parties co-indivisaires désigneront la Partie mandatée pour agir au nom de l'indivision. A ce titre, cette Partie aura tout pouvoir pour accomplir les formalités nécessaires pour lui permettre de déposer auprès de l'Agence pour la protection des programmes.

Les Parties s'engagent à ce que les noms des auteurs soient mentionnés sauf avis contraire de la part de ces derniers et, à ce que leurs personnels respectifs, cités comme auteurs, donnent toutes les signatures, accomplissent toutes les formalités nécessaires aux dépôts et à faire leur affaire de la rémunération de leurs propres auteurs.

Article 11 – Utilisation et Exploitation des Connaissances Antérieures et Résultats

11.1 Utilisation et exploitation des Connaissances antérieures

11.1.1 Utilisation aux fins d'exécution du Projet

Chaque Partie accordera aux autres Parties un droit d'utilisation non exclusif, non cessible, sans droit de sous-licencier et sans contrepartie financière de ses Connaissances Antérieures dans la mesure où elle le jugera nécessaire à la réalisation du Projet, ceci pour les besoins exclusifs du présent Accord et pendant sa période de validité et sous réserve de droits éventuels de tiers.

Ces Connaissances Antérieures seront communiquées par la Partie détentrice sur demande expresse.

Plus particulièrement, lorsque ces Connaissances Antérieures sont des Logiciels, à défaut de stipulations différentes prévues dans un contrat de licence conclu entre les parties concernées, la Partie qui les reçoit ne pourra les utiliser que sur ses propres matériels et ne sera autorisée qu'à réaliser la reproduction strictement nécessitée par le chargement, l'affichage, l'exécution la transmission et le stockage de ces Logiciels aux seules fins de son utilisation pour la réalisation de sa Part du Projet, ainsi qu'une copie de sauvegarde.

La Partie qui les reçoit s'interdit tout autre acte d'utilisation de ces Logiciels et, notamment, tout prêt ou divulgation à des tiers, sauf autorisation préalable de la Partie détentrice, et toute exploitation. Le droit d'utilisation ainsi conféré n'entraîne pas l'accès aux codes sources des Logiciels considérés sauf autorisation écrite et préalable de la Partie titulaire des droits sur lesdits Logiciels.

En cas de matériel biologique ou d'une nature particulière, ces transferts donneront lieu à la signature préalable entre les Parties concernées, d'une fiche de traçabilité suivant un modèle inséré ci-après en annexe XX «Fiche de traçabilité ».

11.1.2 Exploitation à des fins commerciales

Pendant la durée de l'Accord et douze (12) mois après son terme, si l'exploitation de ses Résultats par l'une des Parties nécessite l'utilisation de Connaissances Antérieures détenues par une autre Partie, cette dernière s'efforcera de favoriser cette exploitation et pourra concéder par écrit, sur demande écrite de la Partie demanderesse, sous réserve du résultat d'une négociation entreprise préalablement et sous réserve de droits de tiers et des engagements antérieurs, une licence non exclusive, sans droit de sous licenciement et non cessible d'utilisation de ses Connaissances Antérieures et Droits de Propriété Intellectuelle y afférents dont elle est propriétaire. Les conditions d'utilisation ou de fourniture des Connaissances Antérieures seront alors fixées contractuellement entre les Parties concernées au cas par cas selon des conditions commerciales justes et raisonnables pour le secteur d'application considéré.

11.2 Utilisation et Exploitation des Résultats Propres

11.2.1 Utilisation aux fins d'exécution du Projet

Chaque Partie accordera aux autres Parties un droit d'utilisation non exclusif, non cessible, sans droit de sous-licencier et sans contrepartie financière de ses Résultats Propres dans la mesure où elle le jugera nécessaire à la réalisation du Projet, ceci pour les besoins exclusifs du présent Accord et pendant sa période de validité et sous réserve de droits éventuels de tiers. Ces Résultats Propres seront communiqués par la Partie détentrice sur demande expresse.

Dans le cas de Logiciels, la licence accordée par une Partie sur ses Résultats Propres à une autre Partie au titre du présent article 11.2.1 est accordée uniquement sur le Code Exécutable du Logiciel. Etant entendu que la Partie qui les reçoit ne pourra les utiliser que sur ses propres matériels et ne sera autorisée qu'à réaliser la reproduction strictement nécessitée par le chargement, l'affichage, l'exécution la transmission et le stockage de ces Logiciels aux seules fins de son utilisation pour la réalisation de sa part du Projet, ainsi qu'une copie de sauvegarde.

11.2.2 Exploitation commerciale

Chaque Partie est libre d'exploiter directement ou indirectement ses Résultats Propres.

Pendant la durée de l'Accord et douze (12) mois après son terme, si l'exploitation de ses Résultats par l'une des Parties nécessite l'utilisation de Résultats Propres détenus pour partie ou en totalité par une autre Partie, cette dernière s'efforce de favoriser cette exploitation et pourra concéder, sur demande écrite de la Partie demanderesse et sous réserve du résultat d'une négociation préalablement entreprise et sous réserve de droits de tiers une licence d'exploitation. Les conditions d'utilisation ou de fourniture des Résultats Propres seront alors fixées contractuellement entre les Parties concernées au cas par cas selon des conditions commerciales justes et raisonnables pour le secteur d'application considéré.

11.2.3. Utilisation à des fins de recherche

Chaque Partie peut utiliser librement et gratuitement, sur sa demande, les Résultats Propres des autres Parties pour ses seuls besoins propres de recherche, à l'exclusion de toute utilisation, directe et/ou indirecte, à des fins commerciales, sous réserve des clauses de confidentialité contenues à l'article 9.

La Partie détentrice ne peut s'y opposer, sauf intérêts légitimes.

11.3 Utilisation et Exploitation des Résultats Communs

11.3.1 Utilisation aux fins d'exécution du Projet

Chaque Partie accordera aux autres Parties un droit d'utilisation non exclusif, non cessible, sans droit de sous-licencier et sans contrepartie financière des Résultats Communs dont elle est copropriétaire dans la mesure où elle le jugera nécessaire à la réalisation du Projet, ceci pour les besoins exclusifs du présent Accord et pendant sa période de validité et sous réserve de droits éventuels de tiers. Ces Résultats Communs seront communiqués par les Parties détentrices sur demande expresse.

Dans le cas de Logiciels, la licence accordée par une Partie sur ses Résultats Propres à une autre Partie au titre du présent article 11.3.1 est accordée uniquement sur le Code Exécutable du Logiciel. Etant entendu que la Partie qui les reçoit ne pourra les utiliser que sur ses propres matériels et ne sera autorisée qu'à réaliser la reproduction strictement nécessitée par le chargement, l'affichage, l'exécution la transmission et le stockage de ces Logiciels aux seules fins de son utilisation pour la réalisation de sa part du Projet, ainsi qu'une copie de sauvegarde.

11.3.2 Exploitation commerciale

Les Parties copropriétaires des Résultats Communs jouissent d'un droit d'exploitation directe ou indirecte des Résultats communs, pendant la durée de validité des droits de propriété intellectuelle ou la durée d'exploitation du Savoir-faire commun.

Les Parties copropriétaires s'engagent à faire diligence pour exploiter à des fins commerciales, directement ou indirectement, les Résultats communs.

Elles désigneront parmi elles un organisme valorisateur qui sera chargé de la protection et de la valorisation des Résultats Communs.

La Partie copropriétaire qui exploite ou fait exploiter les Résultats Communs, s'engage à verser aux autres Parties copropriétaires une rémunération dont la nature et le mode de calcul seront définis en prenant en compte les sommes de toute nature perçues au titre de cette exploitation, notamment en cas d'exploitation indirecte, et la quote-part des Parties aux Résultats Communs. Pour les Droits de Propriété Intellectuelle, il sera en outre tenu compte de la contribution de chaque Partie aux frais de dépôt, d'entretien et d'extension.

Si l'exploitation de ses Résultats par l'une des Parties nécessite l'utilisation de Résultats Communs détenus par d'autres Parties, celles-ci s'efforceront de favoriser cette exploitation et lui concèderont une licence d'exploitation, sur demande écrite, sous réserve du résultat d'une négociation préalablement entreprise et sous réserve de droits de tiers. Les conditions d'utilisation ou de fourniture des Résultats Communs sont alors fixées contractuellement entre les Parties concernées au cas par cas selon des conditions commerciales justes et raisonnables pour le secteur d'application considéré.

11.4 Utilisation à des fins de recherche et d'enseignement

Chaque Partie peut utiliser librement et gratuitement les Résultats Propres ou Communs dont elle est propriétaire ou copropriétaire, pour ses besoins de recherche, d'enseignement et partenariale

(avec des tiers), à l'exclusion de toute utilisation, directe et/ou indirecte, à des fins commerciales, sous réserve des clauses de confidentialité contenues à l'article 9.

Si les Résultats Communs constituent des Logiciels, il est entendu entre les Parties que les droits d'utilisation ainsi conférés comprennent l'accès aux codes sources.

Article 12 – Publication

12.1 Toute publication ou communication d'informations portant sur les Résultats, appartenant à une autre Partie sera soumise à l'accord préalable de ladite autre Partie.

12.2 Les Parties pourront librement publier/communiquer leurs Résultats Propres, sous réserve d'en informer les autres Parties et à condition que ces publications/communications n'aient pas pour conséquence la divulgation d'Informations Confidentielles, de Connaissances Antérieures ou Résultats Propres d'une ou plusieurs autres Parties et respectent les obligations de confidentialité prévues au présent Accord.

12.3 Sous réserve de dispositions prévues par ailleurs au titre du présent Accord, toute publication ou communication d'informations portant sur les Résultats Communs, par l'une ou l'autre des Parties, devra recevoir, pendant la durée du présent Accord et les 6 mois qui suivent son expiration, l'accord écrit des Parties à l'origine de ces Résultats Communs qui feront connaître leur décision dans un délai maximum de 1 mois à compter de la demande. Passé ce délai et faute de réponse, l'accord sera réputé acquis.

Cette décision pouvant consister :

- à accepter sans réserve le projet de communication ou de publication ; ou
- à demander que les Informations Confidentielles leur appartenant soient retirées du projet de communication ou, publication ; ou
- à demander des modifications, en particulier si certaines informations contenues dans le projet de communication ou de publication sont de nature à porter un réel préjudice à l'exploitation industrielle et commerciale des Résultats dans de bonnes conditions ou aux intérêts scientifiques de l'une des Parties. Ces modifications ne doivent pas porter atteinte à la valeur scientifique de la publication ou communication ; ou
- à demander que la communication soit différée si des causes réelles et sérieuses leur paraissent l'exiger, en particulier si des informations contenues dans le projet de publication ou de communication doivent faire l'objet d'une protection au titre de la propriété industrielle.

Toutefois, aucune des Parties ne pourra refuser son accord à une publication ou communication au-delà d'un délai de dix-huit (18) mois suivant la première soumission du projet concerné.

12.4 Ces publications et communications devront mentionner le concours apporté à la réalisation du Projet par chacune des Parties copropriétaires des Résultats Communs objet de la publication ou communication ainsi que l'aide apportée par l'organisme financeur.

12.5 Toutefois, ces stipulations ne pourront faire obstacle :

- ni à l'obligation qui incombe à chacune des personnes participant au Projet de produire un rapport d'activité à l'organisme ou aux tutelles dont elle relève, dans la mesure où cette communication ne constitue pas une divulgation au sens des lois sur la propriété industrielle ;
- ni à la soutenance de thèse des chercheurs dont l'activité scientifique est en relation avec l'objet du présent Accord, cette soutenance devant être organisée, chaque fois que nécessaire, de façon

à garantir, tout en respectant la réglementation universitaire en vigueur, la confidentialité de certains Résultats des travaux réalisés dans le cadre du Projet.

Article 13 – Sous-traitance

Chaque Partie pourra sous-traiter à un tiers une partie de sa Part du Projet qui lui incombent, sous réserve d'en informer au préalable et par écrit les autres Parties si cette sous-traitance n'est pas d'ores et déjà prévu en Annexe 1 et sous réserve d'imposer à son sous-traitant le respect de l'ensemble des obligations applicables en vertu de l'Accord.

Chaque Partie sera pleinement responsable de la réalisation de sa Part du Projet qu'elle sous-traiterait à un tiers.

Chaque Partie s'engage dans ses relations avec les sous-traitants à prendre toutes les dispositions pour acquérir les droits patrimoniaux de propriété intellectuelle des résultats obtenus par lesdits sous-traitants, de façon à ne pas limiter les droits conférés aux autres Parties dans le cadre du présent Accord.

Article 14 – Force majeure

Aucune Partie ne sera responsable de la non-exécution totale ou partielle de ses obligations provoquée par un événement constitutif de force majeure au sens de l'article 1142¹⁸ du Code Civil et reconnu comme tel par la jurisprudence des tribunaux français.

La Partie invoquant un événement constitutif de force majeure devra en aviser le Coordinateur dans les quinze (15) jours suivant la survenance de cet événement et s'efforcer de réduire les incidences de cet événement pour le Projet. Le Coordinateur devra ensuite en informer l'organisme financeur dans les meilleurs délais.

Les obligations suspendues seront exécutées à nouveau dès que les effets de l'événement de force majeure auront cessé. Les délais d'exécution pourront être prolongés pour une période déterminée d'un commun accord entre les Parties sous réserve de l'accord de l'organisme financeur.

Dans le cas où l'événement de force majeure perdurerait pendant une période de plus de trois (3) mois, Les Parties se réuniront au sein du Comité de Pilotage afin de retenir une solution pour permettre la réalisation du Projet y compris par l'exclusion de la Partie qui subit la force majeure sous réserve de l'accord des Parties.

Le Coordinateur informera l'organisme financeur de la solution retenue pour assurer la continuité du Projet.

Article 15 – Retrait – Défaillance – Résiliation

15.1 Retrait d'une Partie

Une Partie qui souhaite se retirer du Projet devra notifier sa décision dûment motivée aux autres Parties et à l'organisme financeur dans les meilleurs délais. Le Coordinateur convoquera alors une réunion exceptionnelle du Comité de Pilotage dans un délai de quinze (15) jours calendaires en présence de la Partie souhaitant se retirer qui exposera à cette occasion ses motifs.

Les Parties identifieront les conséquences de ce retrait et l'exécution de la Part du Projet de la Partie souhaitant se retirer pourrait, sur décision unanime des autres Parties prise au sein du Comité de Pilotage, être assurée par les soins d'une autre des Parties ou d'un tiers.

15.2 Défaillance d'une Partie

Dans le cas où une Partie viendrait à manquer à l'une quelconque de ses obligations au titre de l'Accord, les autres Parties pourront prononcer la résiliation de l'Accord à l'égard de la Partie défaillante si, dans les trente (30) jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, la Partie en défaut ne s'est pas conformée à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure. La décision de prononcer la résiliation à l'égard de la Partie défaillante est prise à l'unanimité des Parties non défaillantes.

15.3 Dans les cas prévus aux articles 15.1 et 15.2, la résiliation intervient de plein droit, à compter de la date de réception de la notification, sans qu'il soit nécessaire de recourir à une autorité judiciaire quelconque.

Le Coordinateur fera part à l'organisme financeur de la solution retenue par les Parties. Dans le cas où les Parties désignent un tiers pour remplacer la Partie exclue ou qui se retire, le Coordinateur demandera son approbation auprès de l'organisme financeur.

Le retrait ou l'exclusion d'une Partie ne dispense pas ladite Partie de remplir ses obligations contractées jusqu'à la date d'effet de la résiliation et ne sauraient en aucun cas être interprétés comme une renonciation des autres Parties à l'exercice de leurs droits et à d'éventuels dommages et intérêts.

La Partie exclue ou qui se retire s'engage à communiquer aux autres Parties gratuitement et sans délai, tous les dossiers, informations nécessaires pour permettre la poursuite de l'exécution du Projet en lieux et places. De plus, les licences concédées par la Partie exclue ou qui se retire ainsi que les droits prévus au titre de l'article 11 seront maintenus pour la durée qui leur est propre. Les engagements contractés par la Partie exclue ou qui se retire au titre de ces mêmes articles relativement à la concession de licences aux autres Parties du Projet sur ses Connaissances Antérieures ou ses Résultats Propres perdureront pendant la durée des droits correspondants. En outre, la Partie exclue ou qui se retire s'engage à négocier les termes de licences pour l'exploitation de ses Résultats et/ou Connaissances Antérieures dans les conditions de l'article 11 du présent Accord. En revanche, les licences concédées à la Partie exclue ou qui se retire par les autres Parties prendront fin de plein droit dès la résiliation.

15.4 Dans le cas de l'impossibilité de trouver une solution de remplacement (c'est-à-dire aucune Partie ni aucun tiers n'est en mesure de se substituer à la Partie exclue ou qui se retire), et dans la mesure où l'abandon de la part du Projet en question affecte la réalisation du Projet dans son ensemble, les Parties proposeront les modalités d'arrêt du Projet à l'organisme financeur. Après décision de l'organisme financeur, l'Accord prendra alors fin avec l'apurement des comptes.

15.5 Sauf autrement convenu par écrit entre les Parties ou expressément spécifié autrement au présent Accord, l'Accord sera automatiquement résilié en cas de décision de l'organisme financeur d'arrêter le financement du Projet.

15.6 Les Parties pourront à tout moment mettre fin d'un commun accord au présent Accord en le résiliant de façon anticipée par voie d'avenant écrit.

Article 16 – Correspondance

Les notifications portant sur un aspect administratif ou juridique dans le cadre de l'exécution de l'Accord seront valablement faites à l'adresse des Parties indiquée en comparution des Parties pour cet Accord. Toute notification devra, pour être valablement opposée aux autres Parties, être faite par lettre recommandée avec avis de réception, par télécopie ou par courrier électronique avec avis de réception.

Toute communication relative à la gestion technique ou scientifique du Projet devra être effectuée auprès des personnes suivantes :

- le Coordinateur, Sébastien George LIUM/Université du Mans : Sebastien.George@univ-lemans.fr
- Laure Tougne, LIRIS/Université Lumière Lyon2 : laure.tougne@univ-lyon2.fr
- Didier Coquin, LISTIC/Université Savoie Mont Blanc : Didier.Coquin@univ-savoie.fr
- Thierry Soliveau EVS/Univ. Jean Monnet Saint-Etienne : Thierry.Joliveau@univ-st-etienne.fr
- Valery Malécot IRHS/INRA-Univ. Angers, AgroCampus Ouest : valery.malecot@agrocampus-ouest.fr

Article 17 – Litiges – loi applicable

Le présent Accord est soumis à la loi française.

Les Parties s'efforceront de résoudre à l'amiable les contestations qui pourraient naître de la validité, de l'interprétation ou de l'exécution de l'Accord. En cas de désaccord persistant dans un délai de deux (2) mois à compter de la première discussion amiable relative au litige, les différends seront portés devant les tribunaux français compétents.

Article 18 - Stipulations diverses

18.1 L'Accord est conclu intuitu personae. Par conséquent, aucune des Parties n'est autorisée à transférer à un tiers tout ou partie des droits et obligations issus de l'Accord sans l'accord préalable et écrit des autres Parties.

18.2 Le présent Accord ne pourra être modifié que par voie d'avenant signé par l'ensemble des Parties.

18.3 Si l'une quelconque des clauses de l'Accord est considérée par une autorité habilitée comme non valide, illégale ou inapplicable, la décision déclarant la clause invalide ou nulle n'affectera pas la validité, ou l'application des clauses restantes. De plus, lorsque c'est possible et nécessaire les Parties devront rechercher une clause de remplacement avec un but équivalent.

18.4 Le fait, par l'une ou l'autre des Parties d'omettre en une ou plusieurs occasions de se prévaloir d'une ou plusieurs stipulations de l'Accord, ne pourra en aucun cas impliquer renonciation par la Partie intéressée à s'en prévaloir ultérieurement.

18.5 L'Accord prévaut sur toute convention antérieure, écrite ou orale, entre les Parties sur le même objet. Aucune addition ou modification aux termes de l'Accord n'aura d'effet à l'égard des Parties à moins d'être faite par écrit dans un avenant aux présentes, signé par leurs représentants légaux respectifs dûment habilités.

Fait en cinq exemplaires originaux,

Pour l'Université du Mans

Rachid EL GUERJOUA

Fait à Le Mans

Le ...

Pour l'Université Jean Monnet Saint-Etienne

Et par mandat pour EVS

L'ENS Lyon, l'ULL2, Lyon 3, l'ENTPE, le CNRS et l'INSA de Lyon

Nom Michèle COTTIER

Qualité Présidente

Signature

Fait à

Le ...

Pour l'INRA

Président de Centre Angers-Nantes
Monsieur Henri SEEGER

Fait à

Le ...

Pour l'Université Savoie Mont Blanc

Nom Denis VARSCHIN

Qualité Président

Signature

Fait à

Le ...

ANNEXE 1
DESCRIPTION DU PROJET

Cf. document scientifique de soumission du Projet

ANNEXE 2
CONNAISSANCES ANTERIEURES DES PARTIES

Pour l'Université du Mans/laboratoire IUM:

- 1) Logiciel LEGADEE (LEarning GAmE DEsign Environment), déposé à l'APP le 25.11.2015 sous le N° IDDN.FR.001.490009.000.S.P.2015.000.10000

Pour ULL2/CNRS/UCBL/INSA de Lyon/ Lyon 3/ECL/laboratoire LIRIS :

Application Folia de reconnaissance d'arbres et d'arbustes natifs de France métropolitaine à partir de photos de leurs feuilles, disponible sur l'AppStore et le Google Play

Pour UJM/ENS Lyon/ ULL2/ Lyon 3/ENTPE/CNRS/INSA de Lyon/ laboratoire EVS :

- connaissances liées à la spatialisation des facteurs de localisation des plantes (Projet ReVes):

Cerutti G., Tougne L., Sacca C., Joliveau T., Mazagol P.-O., Coquin D., Vacavant A. (2013). Late Information Fusion for Multi-modality Plant Species Identification, CLEF Working Notes - Conference and Labs of the Evaluation Forum, 23 - 26 September 2013, Valencia : Espagne

- liées aux usages de l'interface Folia observées dans les expérimentations du Projet ReVeur (financement IMU)

Michalon J., Charvolin F., Joliveau T., Tougne L. « La grammaire des arbres : les régimes de perception et de cognition de l'environnement chez les utilisateurs de l'application Folia ». In : *Congrès AISLF 2016*. Montréal : [s.n.], 2016.

Pour l'Université Lumière Lyon 2

Et par mandat pour le LIRIS

Le CNRS, l'UCBL, l'Insa de Lyon, Lyon 3 et l'ECL Nathalie DOMPNIER

Présidente

Fait à Lyon

Le ...

